

ASSOCIATION POUR LE DEVENIR  
DES AUTOCHTONES ET DE LEUR  
CONNAISSANCE ORIGINELLE  
N°...../ADACO/PR/SG



**Unité-Egalité-Partage**

BP : 10132, Libreville (Gabon)  
Tél : 077.69.85.64/066.32.30.13/077.37.48.08  
E-mail : [association-ADACO@outlook.com](mailto:association-ADACO@outlook.com)  
[pouatydav@yahoo.fr](mailto:pouatydav@yahoo.fr)

## **Contribution de l'ADACO relative à la consultation du HLPE-FSN sur le projet V0 du rapport : Réduire les inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition**

.....  
Cette contribution porte sur le questionnaire suivant :

1	<p><b><i>Le projet V0 introduit un cadre conceptuel éclairé par les principes clés établis dans les précédents rapports HLPE-FSN (HLPE, 2017 ; HLPE, 2020), y compris l'agence, l'équité et la justice.</i></b></p> <p><b>Trouvez-vous que le cadre proposé est un outil conceptuel efficace pour mettre en évidence et discuter les questions clés en ce qui concerne les inégalités et les inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN) ? Pensez-vous que ce cadre conceptuel peut contribuer à fournir des orientations pratiques aux décideurs politiques ? Pouvez-vous donner des suggestions d'exemples qui seraient utiles pour illustrer et faciliter l'opérationnalisation du cadre conceptuel afin de traiter des questions pertinentes pour la SAN ?</b></p> <p>➤ Nous pensons que le cadre conceptuel proposé est approprié car il s'intéresse aux facteurs systémiques d'iniquité, d'inégalités au sein des systèmes alimentaires ainsi qu'aux autres systèmes pertinents et aux résultats inégaux de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SAN). Ce cadre conceptuel est fondé sur l'utilisation des preuves, des contributions diverses, directes et indirectes. Par ailleurs, les inégalités liées à la SAN sont aussi provoquées par les changements climatiques dont les conséquences sont les catastrophes naturelles. L'exploitation abusive des ressources naturelles (forêts et sols) peut aussi créer des inégalités à travers la pollution des sols et la dégradation de l'environnement. Nous pensons que ce cadre conceptuel peut contribuer à fournir des orientations pratiques aux décideurs politiques car il est structuré autour des inégalités dans les systèmes alimentaires et les autres systèmes, les facteurs systémiques et les moteurs des inégalités. Les décideurs politiques pourraient définir des axes stratégiques précis, à savoir : la lutte contre les inégalités liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la production de données désagrégées (par sexe) sur les inégalités et l'insécurité alimentaire et le renforcement du cadre de sécurité alimentaire existant y compris celui des Peuples Autochtones, tout en développant des mécanismes inclusifs pour lutter contre ces inégalités à travers la foresterie durable, l'agriculture, la pêche artisanale, les régimes fonciers applicables aux terres, territoires et ressources naturelles etc.</p>
---	--

	<p>Il s'agira ici de mettre la science et l'innovation au service d'une politique de lutte contre les inégalités liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>➤ Nous pouvons vous suggérer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire un état des lieux sur les inégalités liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en intégrant tous les acteurs (secteurs publics, privés et société civile) ;</li> <li>- Mener des études complètes sur ces inégalités en produisant des données statistiques fiables ;</li> <li>- Renforcement des capacités des acteurs intervenants dans la production de ces données y compris la société civile ;</li> <li>- Investir dans les infrastructures dédiées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en privilégiant une approche locale basée sur la gouvernance polycentrée etc.</li> </ul>
2	<p><b><i>Le rapport adopte la définition de la sécurité alimentaire, proposée par le HLPE-FSN en 2020, qui comprend six dimensions de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation, stabilité, agence et durabilité.</i></b></p> <p><b>Le projet V0 couvre-t-il suffisamment les implications de l'élargissement de la définition de la sécurité alimentaire en ce qui concerne les inégalités ?</b></p> <p>➤ Cette définition s'inscrit dans un cadre idéal cependant ceux qui n'ont pas accès à la nourriture se trouvent dans l'insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire ne se limite pas à une question de faim mais également à la qualité. Le terme ne doit pas être confondu avec celui de vulnérabilité alimentaire qui est, selon la FAO, l'existence de facteurs qui exposent l'individu à l'insécurité alimentaire ou à la sous-alimentation. Ainsi, lors de la sélection du type de filet de sécurité alimentaire, le premier élément déterminant est de définir la nature de l'insécurité dans une zone donnée notamment à l'échelle nationale, régionale ou locale. La nature de l'insécurité alimentaire détermine les principaux aspects de la structure d'un programme. L'insécurité alimentaire peut notamment revêtir les aspects suivants : le caractère saisonnier, les catastrophes ou urgences, les moyens de production, le surgissement d'une pandémie, l'insécurité au sein des ménages, la connaissance des besoins alimentaires, la géographie, les marchés locaux de produits vivriers etc. De plus, l'insécurité alimentaire se divise en deux types : l'insécurité alimentaire chronique et l'insécurité alimentaire transitoire. L'insécurité alimentaire chronique est longue ou persistante et les personnes ne sont pas capables de satisfaire leurs besoins nutritionnels sur une longue période de temps. Elle est suivie des périodes prolongées de pauvreté, d'absence de biens, et d'accès inadéquat aux ressources productives ou financières. Elle peut être résolue grâce à des mesures typiques de développement à long terme, qui sont aussi utilisées pour traiter des problèmes de pauvreté. Les populations qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique pourraient avoir besoin d'un accès plus direct aux aliments pour leur permettre d'augmenter leur capacité de production.</p> <p>L'insécurité alimentaire temporaire est courte et temporaire et il y a une diminution soudaine de la capacité de produire des aliments ou d'avoir accès à suffisamment d'aliments pour maintenir un bon état nutritionnel. Elle résulte des chocs et des fluctuations à court terme dans la disponibilité et l'accès aux aliments, et concernent les variations annuelles des productions alimentaires internes, le prix des aliments et le revenu des ménages. Cette imprévisibilité rend la planification et la programmation plus difficiles et nécessite différentes aptitudes et des types d'interventions y compris les capacités d'alerte précoce et les programmes de filets de protection.</p>

3	<p><b><i>Ce rapport examine les inégalités ainsi que les iniquités et, pour faciliter cette considération, il fait des choix et des simplifications. Le rapport adopte des définitions des inégalités, de l'injustice, de l'exclusion, de la marginalisation, de la discrimination, du patriarcat, du racisme, du colonialisme, du capacitisme, de l'autonomisation...</i></b></p> <p><b>Reconnaissant qu'il est difficile de s'entendre sur les définitions de ces domaines complexes, ces définitions fonctionnent-elles avec vos propres interprétations de ces concepts ? Y a-t-il des questions controversées ou incorrectes en ce qui concerne les définitions proposées ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nous sommes, dans l'ensemble, d'accord avec ces définitions cependant certains concepts doivent être nuancés ou relativisés. Car, la compréhension de ces concepts doit s'inscrire dans le contexte historique, social, économique, culturel et politique de chaque pays. Les concepts de patriarcat, d'injustice, d'inégalités et d'iniquité sont difficile à définir, et il serait judicieux de proposer des définitions générales contextualisées. Nous aurons aussi voulu introduire d'autres concepts tels que la vulnérabilité, la résilience ou l'adaptation, la pauvreté, le chômage et les changements climatiques ou les catastrophes naturelles etc. Ces concepts peuvent être considérés comme des facteurs persistants (ou des causes) qui accentuent les inégalités et les iniquités dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</li> <li>➤ Précisions que les droits de l'homme sont aussi au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont la devise est : « Ne laisser personne de côté ». Qu'en est-il des populations vivant dans les zones difficiles d'accès qui n'ont pas accès aux structures communautaires de base et qui sont le plus souvent les oubliées de ce type de projet ?</li> </ul>
4	<p><b><i>Le projet V0 décrit les principales inégalités dans les expériences de la SAN entre les pays et à l'intérieur des pays.</i></b></p> <p><b>Y a-t-il des lacunes majeures dans la littérature et les données mentionnées dans le rapport ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Il y'a quelques lacunes en ce qui concerne les données et la littérature dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la prévalence à la sous-alimentation (faim), il n'y a pas de données sur les inégalités socioéconomiques par groupe et pour d'autres groupes ;</li> <li>- Pour les personnes qui n'ont pas les moyens de payer une alimentation saine, il n'y a pas de données sur les inégalités socioéconomiques par groupe. Voir le Tableau 2.1 : Résumé des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition entre les régions et les groupes (P.30 à 33).</li> <li>- Quelques lacunes existent dans la littérature et les données mentionnées dans le rapport notamment pour les populations vivant dans les zones difficiles d'accès. Il serait ici judicieux de parler de changements d'habitudes et de réadaptation alimentaire face aux changements climatiques, de risques de famine, d'insécurité alimentaire et de malnutrition liés aux conflits homme-faune (les animaux qui détruisent les plantations ou les champs des populations rurales et autochtones sont les éléphants, les hérissons et rats palmistes, les oiseaux, phacochères, buffles, les criquets etc.).</li> </ul> </li> </ul>
5	<p><b><i>La couche plus profonde des facteurs structurels fondamentaux pour comprendre les inégalités, y compris les aspects socioculturels, économiques et politiques, est examinée, ainsi que les actions et les politiques visant à réduire les inégalités qui reflètent ces couches de facteurs.</i></b></p>

**L'examen couvre-t-il de manière adéquate les principaux facteurs d'inégalités ?  
Pourriez-vous donner d'autres exemples d'initiatives et de politiques FSN existantes  
qui ont permis d'atténuer les inégalités plus profondes observées dans les systèmes  
alimentaires et les expériences FSN ?**

- L'examen couvre de manière adéquate les facteurs d'inégalités qui ont été circonscrits dans le cadre de la définition de la sécurité alimentaire. De même, les facteurs ou les causes des inégalités peuvent être : un salaire minimum trop bas, des prestations d'aide sociale ou de chômage inadéquates, un taux de chômage élevé, un faible niveau d'instruction, des logements inabordables, la pauvreté, le conflit homme-faune et les populations difficiles d'accès (autochtones pygmées) etc.
- Exemples de politiques et d'initiatives existantes qui ont permis d'atténuer les inégalités plus profondes observées dans les systèmes alimentaires et les expériences FSN :
  - La gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition au service de l'amélioration des résultats : cas du Brésil. Le Brésil a enregistré de bons résultats au cours de la dernière décennie en matière de réduction des inégalités et de la faim. Ces résultats prennent leur source dans les années 90, période de forte mobilisation de la société brésilienne contre la faim. Ce mouvement a été l'un des piliers de ce qui est devenu plus tard (en 2003) la principale priorité du gouvernement : la stratégie de la faim zéro.
  - Utilisation de mesures relatives aux échanges pour limiter les disponibilités de viandes grasses au Samoa et aux Fidji : des mesures relatives aux échanges ont été prises par certains pays insulaires du Pacifique (Fidji et Samoa) pour tenter de lutter contre le « dumping » dont font l'objet les viandes grasses. Aux Fidji, la vente des bas morceaux de mouton a été interdite en février 2000. En août 2007, le Gouvernement samoan a interdit l'importation de croupions de dinde du fait de leur teneur élevée en matières grasses (32 pour cent). Ces deux mesures ont entraîné une nette baisse des disponibilités de ces produits.
  - Accroître l'offre de fruits et légumes dans les quartiers défavorisés de New York : Dans un effort pour accroître la consommation de fruits et de légumes au sein des groupes socioéconomiques les plus défavorisés de la ville de New York, la municipalité a mis en œuvre plusieurs initiatives visant à améliorer l'offre et la demande de fruits et de légumes. On citera à titre d'exemples les Green Carts (étals ambulants de fruits et légumes frais), l'initiative Healthy Bodegas (épiceries qui proposent des produits) et le programme Food Retail Expansion to Support Health (FRESH) qui visait à développer la vente au détail d'aliments bons pour la santé.
  - Impact des subventions alimentaires sur les résultats nutritionnels en Égypte : en Égypte, les aliments à forte teneur énergétique mais pauvres en nutriments sont devenus une source de calories bon marché qui permet de satisfaire les besoins journaliers par le biais du programme national de subventions alimentaires. Des travaux récents montrent que le programme a été l'une des premières causes de la progression de l'obésité, des maladies cardiovasculaires et des carences en micronutriments dans tous les groupes de revenus (Powell et Chaloupka, 2009 ; Asfaw, 2006). On estime que le pain baladi (une denrée de base traditionnelle en

	<p>Égypte), la farine de blé, le sucre et l'huile ne représentent ensemble que 4 pour cent des dépenses alimentaires moyennes des ménages égyptiens, mais entrent pour 31 pour cent dans la disponibilité énergétique alimentaire totale. Le programme prévoit des subventions pour le baladi et la farine de blé. Les subventions qui sont fonctions du revenu, et également des prix réduits pour le sucre et l'huile de cuisine, à l'intention des personnes qui ont droit à des rations et ne fournissent des denrées à cuisiner peu coûteuses et à faible teneur en nutriments qu'aux ménages à bas revenus. D'après certains modèles empiriques, une modification des profils de subventionnement réduira instantanément la protection sociale pour la majorité de la population égyptienne, au sein des groupes à revenu faible ou intermédiaire, et qu'un programme de transfert d'espèces ou d'autres interventions sensibles aux enjeux nutritionnels pourraient être plus efficaces (Ramadan et Thomas, 2011).</p>
6	<p><b>Les tendances identifiées sont-elles les principales à influencer sur les expériences inévitables et inégales de la SAN ? Si ce n'est pas le cas, quelles autres tendances faut-il envisager ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ A la suite des principales tendances identifiées, on peut ajouter les zones difficiles d'accès où habitent les populations rurales, le conflit homme-faune, la limitation des zones et des saisons de chasse pour les populations rurales due à la création des parcs nationaux, les catastrophes naturelles et les changements climatiques etc.</li> </ul>
7	<p><b>Y a-t-il d'autres questions concernant les inégalités dans la SAN ou au sein des systèmes alimentaires qui n'ont pas été suffisamment couvertes dans le projet de rapport ? Les sujets sont-ils sous ou surreprésentés par rapport à leur importance ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La non prise en charge par les gouvernements des populations vulnérables (autochtones) vivant dans des zones difficiles d'accès lors de la pandémie de la COVID-19 a accentué leur vulnérabilité car elles étaient déjà confrontées au conflit homme-faune, aux vulnérabilités diverses et aux changements climatiques. Le manque d'accès aux structures communautaires de base pour ces populations est un risque majeur qui accentue l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</li> </ul>
8	<p><b>Y a-t-il des faits ou des déclarations redondants qui pourraient être éliminés du projet V0 ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La redondance des faits ou des déclarations en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition qui se laissent lire à travers des inégalités sociales, économiques, environnementales et autres ne pourraient être éliminés du projet V0 car cela permet de mentionner la gravité et l'ampleur de la situation en temps réel.</li> </ul>
9	<p><b>Pouvez-vous suggérer des exemples de réussite de pays qui ont réussi à réduire les inégalités de la SAN ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Au Costa Rica, la sécurité alimentaire est mesurée par les disponibilités et la production alimentaires par habitant et par des indicateurs directs du degré de sécurité alimentaire des ménages qui a régulièrement progressé. Ce succès s'explique en partie par la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté. Malgré les problèmes macroéconomiques rencontrés et l'ajustement des politiques qui a réduit la production de quelques cultures traditionnelles, la réorientation vers une croissance tirée par les exportations a permis d'importer davantage pour maintenir le niveau des disponibilités alimentaires par habitant, actuellement proche de 3000 calories par jour.</li> </ul>

- L'Indonésie poursuit depuis la fin des années 60 et 70, une politique destinée à assurer son autosuffisance en riz (principal aliment de base du pays) et à améliorer sa sécurité alimentaire. Cette politique a atteint ses deux objectifs : d'une part, les disponibilités alimentaires par habitant qui frôlaient les 2000 calories à la fin des années 60 sont passées à environ 2700 calories par jour au début des années 90 et, d'autre part, le degré de sécurité alimentaire des ménages a sensiblement progressé au cours de cette période. Ce succès est en partie dû à une approche intégrée : le gouvernement a accompagné ses interventions commerciales par des activités de recherche, de diffusion et de fourniture de variétés de riz à haut rendement (VHR) et des nouveaux intrants.
- La sécurité alimentaire est devenue un objectif majeur du Burkina Faso. La sécheresse qui a frappé la région du Sahel de la fin des années 60 jusqu'au milieu des années 70 a montré à quel point le pays était sensible aux aléas climatiques. Le gouvernement s'est ainsi attaqué à ce problème, en prenant diverses mesures macroéconomiques ou techniques : la restructuration des finances publiques, la conservation des sols et la collecte de l'eau, la colonisation de nouvelles terres, la création de revenus au niveau des ménages et les transferts. Le résultat a été positif dans la mesure où la sécurité alimentaire et le bien-être des populations ont été accrus. Dans le passé, le niveau de sécurité alimentaire des ménages était faible au Burkina Faso. Le Burkina Faso a connu, jusqu'au début des années 90, une grave insécurité alimentaire, avec un déficit calorique de près d'un tiers des besoins nationaux. La situation s'est ainsi sensiblement améliorée et le Burkina Faso n'est plus considéré comme un pays où la sécurité alimentaire des ménages est critique : la valeur de l'IGSAM est proche de 70, et l'inadéquation alimentaire a été réduite à environ un 10<sup>ème</sup> des besoins nationaux. L'évolution de la sécurité alimentaire ici est le résultat net de nombreux facteurs dont les plus importants sont : la restructuration des finances publiques au profit du secteur rural, les modifications des politiques concernant le secteur agricole et la sécurité alimentaire, les facteurs démographiques et les migrations d'une zone rurale à l'autre encouragées par l'Etat ou de manière spontanées.

Fait à Libreville, le 09 janvier 2023



Le Secrétariat Exécutif de l'ADACO